

2010
2011

PLAN D'ACTION

**Conseil régional
de l'environnement**

– région de la Capitale nationale



PRIORITÉS D' ACTIONS POUR L' ANNÉE 2010-2011

Enjeux prioritaires :

Dépendance au pétrole, changements climatiques et aménagement du territoire

Les questions liées à la dépendance au pétrole et aux changements climatiques sont des enjeux prioritaires pour le CRE-Capitale nationale. Si notre grande dépendance au pétrole constitue une menace pour l'avenir de notre région, la réduction de cette dépendance représente autant d'opportunités de travailler sur des solutions gagnantes/gagnantes sur le plan environnemental, économique et social. Travailler à la réduction de

notre consommation de pétrole, c'est aussi directement travailler à réduire nos émissions de gaz à effet de serre (GES). Quant aux questions d'aménagement du territoire et de transport, elles demeurent au centre des actions que nous devons poser pour réduire notre dépendance au pétrole et nos émissions de gaz à effet de serre. Or, même si les actions qui suivent se présentent par enjeux, elles demeurent interreliées et complémentaires.

	DÉPENDANCE AU PÉTROLE	CHANGEMENTS CLIMATIQUES
OBJECTIF GÉNÉRAL	Développer une stratégie régionale afin de mettre en oeuvre la démarche nationale initiée par le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) sur la question de la dépendance du Québec envers le pétrole, visant à rassembler de nombreux acteurs clés de la société québécoise afin d'assurer la mobilisation et la consultation des décideurs au sujet de cet enjeu majeur. Au terme de cette démarche, qui devrait se dérouler sur quatre ans, l'objectif ultime est d'arriver à faire adopter par les intervenants de la région, en commençant par les intervenants municipaux, des plans d'actions visant à réduire notre dépendance au pétrole.	Travailler sur différents projets et dossiers permettant de réduire la production de GES dans la région.
MOYENS D' ACTIONS ET PROJETS	<p>1.* Mettre en oeuvre <i>Les Rendez-vous de l'énergie – Imaginons le Québec sans pétrole</i> sur le territoire du CRE, soit la région 03, incluant Portneuf, Québec et Charlevoix;</p> <ol style="list-style-type: none"> Tournée des MRC afin de rencontrer les décideurs, et les acteurs socio-économiques leur faire connaître la démarche, les éveiller à la problématique et développer un partenariat. Partenariats avec divers acteurs clés tels que la Ville de Québec et le Centre local de développement (CLD) pour du financement et de la promotion. Planification et organisation d'un Forum régional. Consultations citoyennes grâce aux outils développés par l'Institut du Nouveau Monde (INM). 	<p>2.* Déployer la campagne de sensibilisation <i>Défi Climat</i> édition 2011.</p> <p>3. Développer une stratégie de positionnement régional en matières de lutte aux changements climatiques (à l'étude).</p> <p>4.* Développer une offre de services auprès de certaines municipalités (MRC) qui sont actuellement en train d'élaborer leur stratégie de développement durable et de revoir leur plan d'aménagement et d'urbanisme afin de les aider à effectuer un bilan des émissions de GES et mettre en place un plan de réduction de ceux-ci via le programme Climat municipalités. Cette action fait partie de la stratégie de réduction de la dépendance au pétrole et sera probablement suggérée aux intervenants municipaux par le biais de l'enjeu pétrole.</p> <p>5. Collaborer à la mise en oeuvre de projets axés sur la lutte aux îlots de chaleur urbains.</p>

ÉCHÉANCIER

Les Rendez-vous de l'énergie – Imaginons le Québec sans pétrole: fin du printemps 2011 pour la première année.

Défi Climat: 15 mars au 30 avril 2011

RESSOURCES

La permanence, les chargés de projets
Les collaborateurs (Vivre en Ville, Accès transports viables, autres)

Interventions, dossiers, représentations des intérêts et concertation

Défense des droits, éducation, sensibilisation,
formation en environnement et développement durable

OBJECTIF GÉNÉRAL	AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	AUTRES ACTIONS
	<p>Mettre en place des outils, réaliser des formations et des projets et participer à différents forums permettant d'amener les municipalités à modifier leurs pratiques en matière d'aménagement et de transport.</p>	<p>Traiter les dossiers de l'heure en environnement et défendre les droits des citoyens et groupes de la région à un environnement de qualité.</p>
MOYENS D' ACTIONS ET PROJETS	<p>6. Effectuer le suivi du plan de mobilité durable de la Ville de Québec et participer aux consultations.</p> <p>7.* Développer et mettre en place la campagne <i>Imaginer Québec autrement</i>.</p> <p>8.* Dispenser des formations <i>Vers des collectivités viables</i>.</p> <p>9.* Créer des outils d'aide à la décision</p> <p>a. Étude comparative entre un développement type au Québec et un écoquartier européen tel que celui de Vauban pour démontrer les économies en infrastructures et autres avantages associés à un développement plus intelligent.</p>	

ÉCHÉANCIER

Campagne *Imaginer Québec autrement* : hiver 2011
Étude comparative phase 1 : automne 2010

RESSOURCES

La permanence, les chargés de projets
Les collaborateurs (*Vivre en Ville*, *Accès transports viables*, autres)

* Les moyens d'actions identifiés en gras font l'objet de renseignements supplémentaires à la page 7

PRIORITÉS D'ACTION POUR L'ANNÉE 2010-2011

Enjeux prioritaires:

Matières résiduelles et formations

	MATIÈRES RÉSIDUELLES	FORMATIONS
OBJECTIF GÉNÉRAL	Poursuivre l'offre de services aux ICI (Industries, Commerces, Institutions) afin de favoriser une gestion responsable des matières résiduelles et d'étendre la portée à d'autres types d'établissements.	Accentuer les efforts de promotion concernant nos formations et développer une offre de services intégrée de toutes celles-ci.
MOYENS D'ACTION ET PROJETS	<ol style="list-style-type: none"> 10. Implication dans le projet pilote de la Table hors foyer (ICI autres qu'hôtels, bars et restaurants). 11. Maintien de la communication avec le chargé de projet recyclage de la Ville de Québec (actuellement en remplacement) au sujet du projet pilote. 12. Maintien de la communication avec RECYC-QUÉBEC (Sabrina Charron, responsable des relations avec les CRE) et suivi de l'application de l'Action 27 de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles (30 M\$ pour favoriser la récupération hors foyer). 13. Recherche d'autres partenaires financiers à l'offre de services intégrée en gestion des matières résiduelles. 14. Développement d'un nouveau document applicable à tous les ICI. 	<ol style="list-style-type: none"> 15. Formations du Réseau québécois des femmes en environnement (RQFE) : <ol style="list-style-type: none"> a. Organiser des événements écoresponsables b. Norme en gestion responsable d'événements c. Traiteurs écoresponsables d. Événements sportifs et autres 16. Bureau Vert
ÉCHÉANCIER	En continu, en fonction du financement des partenaires (Politique de gestion des matières résiduelles)	En continu
RESSOURCES	1 conseiller en gestion des matières résiduelles sur le terrain	1 chargé de projet

PROJETS EN DÉVELOPPEMENT ET COLLABORATIONS	
OBJECTIF GÉNÉRAL	Projets d'étude sur les inégalités sociales de santé environnementale qui servira à documenter les problèmes de santé environnementale dans la région de la Capitale-Nationale, à partir de consultations publiques et selon la littérature scientifique disponible.
MOYENS D' ACTIONS ET PROJETS	<ol style="list-style-type: none"> 17. Identifier les problèmes de santé environnementale tels que perçus par les personnes en situation de vulnérabilité socio-économique, les experts et les scientifiques de santé environnementale (toxicologues, épidémiologistes, médecins-conseils, etc.), les organisations non gouvernementales et les groupes militants, les politiciens et les décideurs politiques et la population de façon plus générale. 18. Évaluer en quoi les problèmes de santé environnementale, tels qu'identifiés par les différents groupes consultés, affectent de façon différenciée les populations dans la région de la Capitale-Nationale. 19. Intégrer les préoccupations des différents groupes sociaux dans l'élaboration du profil de santé environnementale que veut produire l'équipe santé et environnement de la Direction de la santé publique en 2012 et la priorisation des futures actions en santé environnementale de la région.
ÉCHÉANCIER	Début: printemps 2011, fin : printemps 2012
RESSOURCES	<p>1 chargé de projet 1 coordonnateur (md) Direction de la santé publique</p>

| PRIORITÉS D' ACTIONS POUR L' ANNÉE 2010-2011 |

SOUTIEN AUX MEMBRES, AU MILIEU ET AUX ORGANISATIONS

SECRETARIAT DES ORGANISMES ENVIRONNEMENTAUX (SOEQ)

Au printemps 2010, un travail pour l'embauche d'une permanence a été effectué. Celui-ci a permis d'embaucher Anne Beaulieu comme directrice générale. Pour l'année 2010-2011, le soutien au SOEQ sera donc en diminution. Il se résumera essentiellement à une représentation au sein du conseil d'administration par le président du CRE-Capitale nationale.

CENTRE CULTURE ET ENVIRONNEMENT FRÉDÉRIC BACK (CCEFB)

Depuis l'embauche de son régisseur, le soutien du CRE a beaucoup diminué. Les actions prévues pour 2010-2011 sont essentiellement le développement des phases ultérieures, la gestion macro et les représentations au sein d'instances stratégiques.

ÉCOBÂTIMENT

Le CRE offrira un soutien à la directrice générale.

CENTRE QUÉBÉCOIS D' ACTIONS SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (CQACC)

Le directeur général du CRE continuera à supporter le CQACC en assumant la présidence, en soutenant le secrétariat et en effectuant des représentations auprès d'Hydro-Québec et d'autres partenaires potentiels.

VIVRE EN VILLE

Le CRE a conclu un partenariat avec Vivre en Ville afin que le directeur du CRE agisse comme principal formateur et conférencier. Ainsi, suivant des paramètres financiers avantageux, le directeur du CRE continuera de donner des conférences à travers le Québec. Aussi, le directeur du CRE – Capitale nationale continuera de collaborer à l'élaboration et à la promotion des Stratégies collectivités viables visant à accroître les moyens pour modifier les pratiques des municipalités en matière d'aménagement du territoire, de transport et de gestion des affaires municipales.

PRÉSENCE SUR DIFFÉRENTES INSTANCES

Assurer la présence du CRE-Capitale nationale, comme porteur des intérêts collectifs en environnement et développement durable, sur différentes tables sectorielles, groupes de travail ou tables de concertation. Continuer de siéger au sein des conseils d'administration et des comités de différentes instances (CRÉ, AF2R, Ville de Québec, Forum Jeunesse, Concertation Recyclage-Québec, Parc national de la Jacques-Cartier, etc.)

COMMUNICATIONS, DIFFUSION DE L' INFORMATION ET ÉVÉNEMENTS

Le CRE-Capitale nationale souhaite mettre en place une nouvelle stratégie globale de communication plus axée sur le WEB 2.0 pour diffuser de l'information et échanger avec ses membres sur les sujets d'actualité en matière d'environnement dans la région. Une refonte complète de son site Internet, la création d'une page Facebook et d'un compte Twitter sont des moyens de communication qui seront évalués lors de l'élaboration de la stratégie. Le CRE-Capitale nationale fournira son appui à la réalisation de projets conformes à sa mission, notamment par le biais de lettres d'appui et de soutien technique. Il publicisera également les projets des organismes du milieu via les nouveaux outils de communication qui seront développés avec le plan de communication et la nouvelle stratégie Web.

FONCTIONNEMENT

Finaliser la planification stratégique
Refonte des règlements généraux
Mise à jour de la base de données

Collaborations

Renseignements complémentaires pour les projets

1. En résumé, les objectifs des Rendez-vous de l'énergie sont :

- Sensibiliser et informer l'ensemble des acteurs québécois sur le portrait énergétique régional et national et plus particulièrement sa dépendance au pétrole ;
- Mobiliser et consulter la population sur son avenir énergétique ;
- Favoriser les échanges et la circulation des idées quant à notre rapport à l'énergie ;
- Recueillir et diffuser les idées et propositions qui émaneront des Rendez-vous de l'énergie.

En permettant aux acteurs de tous les milieux de prendre part à la réflexion et en favorisant l'expression de tous les points de vue, la démarche des Rendez-vous de l'énergie souhaite rassembler le Québec autour d'un défi stimulant : *Imaginer le Québec sans pétrole!*

2. La campagne de sensibilisation pour la lutte aux changements climatiques *Défi Climat* a pour but de susciter l'engagement des citoyens et citoyennes à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en modifiant leurs habitudes de vie et de déplacement. L'approche repose sur la mobilisation des organisations et institutions d'enseignement pour sensibiliser leurs employés et étudiants à s'engager à poser des gestes quotidiens ayant une incidence bénéfique sur le climat.
4. Le programme Climat municipalités offre un soutien financier au milieu municipal pour la réalisation ou la mise à jour d'inventaires d'émissions de gaz à effet de serre (GES), l'élaboration de plans d'action visant leur réduction ainsi que l'élaboration de plans d'adaptation. Les objectifs du programme sont de faire en sorte que les organismes municipaux disposent d'un inventaire de leurs émissions de GES sur leur territoire afin de mieux cibler les actions à entreprendre en vue de leur réduction, d'inciter les organismes municipaux à se doter d'un plan d'action afin de réduire leurs émissions de GES de façon durable sur leur territoire, d'aider les organismes municipaux à se prémunir contre les éventuels impacts des changements climatiques sur leur territoire, de soutenir les organismes municipaux dans la sensibilisation de tous les acteurs (citoyens, organisations non gouvernementales, institutions publiques, entreprises privées, etc.) pouvant contribuer à la mise en œuvre de leur plan de réduction des émissions de GES et de leur plan d'adaptation aux changements climatiques, le cas échéant.
7. La campagne *Imaginer Québec autrement* (aussi déclinée localement en : *Imaginer Portneuf autrement*, *Imaginer Charlevoix autrement*, etc.) a pour objectifs d'illustrer certaines nouvelles pratiques en matière d'aménagement, de transport, de gestion des matières résiduelles et de production d'énergie à des fins de chauffage. Ces pratiques qu'on retrouve entre autre dans certains écoquartiers européens (qu'il faut aussi présenter pour que la population comprenne les références utilisées par certains professionnels et élus) nous montrent une autre façon d'occuper le territoire, d'expérimenter une mobilité durable et de gérer ses déchets. La campagne veut faire la promotion de ces nouvelles pratiques en illustrant et vulgarisant celles-ci par le biais d'un site Internet. La promotion de ce site Internet se fera à l'aide de publicité utilisant des images de ces pratiques dans les hebdomadaires locaux, grâce à de la promotion sur le Web et autres outils publicitaires. Le CRE dispose par exemple d'une entente de soutien financier avec le Réseau de transport de la Capitale (RTC) permettant l'achat de 54 *panobus* arrières qui pourra être incluse dans cette campagne de diffusion auprès des citoyens.
8. Les formations *Vers des collectivités viables* font partie des *Stratégies collectivités viables* de l'organisme *Vivre en Ville*. Le CRE-Capitale nationale est impliqué à titre de partenaire dans ce projet. Ces stratégies consistent à renforcer les capacités des collectivités à mobiliser les acteurs locaux en vue de permettre la mise en œuvre d'un aménagement des collectivités fondé sur les principes du développement durable et à leur donner les moyens d'agir en ce sens. Le CRE possède une entente de partenariat à contribution forfaitaire avec *Vivre en Ville* pour donner des formations sur le thème des collectivités viables.
9. Avec la création d'outils d'aide à la décision telle qu'une étude comparative entre un développement type au Québec et un écoquartier européen comme celui de Vauban, le CRE-Capitale nationale souhaite se documenter de façon précise et soutenir son argumentation lors de son travail auprès des décideurs et acteurs clés en aménagement du territoire, afin de comparer et démontrer clairement à quel point un développement-type écoquartier nous rend non seulement moins dépendants du pétrole, mais est aussi beaucoup plus économique en aménagement d'infrastructures.

LE CRE – CAPITALE NATIONALE

Le Conseil régional de l'environnement de la région de la Capitale-Nationale regroupe des organismes, des associations, des institutions, des entreprises et des individus ayant à cœur la promotion du développement durable et la défense des droits collectifs pour un environnement de qualité. C'est un organisme à but non lucratif dont la mission première consiste à promouvoir l'insertion des valeurs associées à l'environnement, au développement durable et à la gestion intégrée des ressources auprès de la population et des décideurs.

Sa stratégie privilégie la concertation régionale, les actions de sensibilisation, les projets concrets avec les intervenants du milieu et la conception d'instruments de diffusion. Il œuvre principalement dans les dossiers touchant l'aménagement du territoire, les matières résiduelles, l'eau, le transport, les milieux naturels et l'éducation relative à l'environnement. Ses actions se concentrent particulièrement dans la région administrative 03.

Ce plan d'action propose de promouvoir, initier et appuyer des actions visant à répondre à cette mission.

OBJECTIFS

Le CRE-Capitale nationale a pour objectifs :

- de regrouper les organismes, institutions, entreprises et individus oeuvrant à la préservation de l'environnement et au développement durable de la région de Québec ;
- d'analyser et de rendre prioritaires les éléments de la problématique environnementale régionale ;
- de promouvoir les stratégies et les moyens d'action pour solutionner à la source les problèmes environnementaux ;
- de représenter les membres aux diverses instances de concertation régionale.

MANDATS

Tel que défini dans l'actuel protocole d'entente avec le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, le CRE-Capitale nationale a pour mandats de :

- regrouper et représenter des organismes ou groupes environnementaux ainsi que des organismes publics ou privés, des entreprises, des associations et des individus intéressés par la protection de l'environnement et par la promotion du développement durable d'une région, auprès de toutes les instances concernées et de la population en général, et ce, à des fins purement sociales et communautaires, sans intention pécuniaire pour ses membres ;
- favoriser la concertation et les échanges avec les organisations de la région et assurer l'établissement de priorités et de suivis en matière d'environnement dans une perspective de développement durable ;
- favoriser et promouvoir des stratégies d'actions concertées en vue d'apporter des solutions aux problèmes environnementaux et participer au développement durable de la région (par de la sensibilisation, de la formation, de l'éducation et d'autres types d'actions) ;
- agir à titre d'organisme ressource au service des intervenants régionaux oeuvrant dans le domaine de l'environnement et du développement durable ;
- réaliser des projets découlant de son plan d'action ;
- favoriser par la concertation et par le partage d'expertise la mise sur pied de projets par le milieu (organismes, groupes ou individus) ;
- collaborer d'un commun accord aux projets déjà pris en charge par le milieu (organismes, groupes ou individus) ;
- participer à tout mandat confié par le Ministre et ayant fait l'objet d'une entente mutuelle précisant les conditions de réalisation du mandat, dont les consultations.